



Conseil économique et social

Distr. générale
31 mars 2005
Français
Original: anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Reprise de la session de 2005
5-18 mai 2005

**Rapports quadriennaux (2000-2003) présentés
par l'intermédiaire du Secrétaire général en application
de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social***

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Centre for Social Research	2
2. Institut d'études sociales	4
3. Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille	8
4. Mukono Multi-purpose Youth Organization	10
5. Peaceways – Young General Assembly	12
6. Society of Catholic Medical Missionaries	16

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. Centre for Social Research

Statut consultatif spécial accordé en 1996

Depuis 1983, le Centre for Social Research (le Centre) est l'une des institutions féminines de pointe dans le domaine de l'action sociale. Il a été fondé par un groupe de sociologues déterminés à promouvoir l'émancipation des femmes et des castes et groupes défavorisés. Il vise à rendre les femmes autonomes et indépendantes. Ses membres s'emploient, aux niveaux local, régional et international, à informer les femmes de leurs droits, à leur donner accès aux centres de décision et à éliminer la violence à leur égard. Leur objectif est de parvenir à l'autosuffisance économique et de faire prendre conscience des problèmes sociaux, politiques et juridiques. Les activités du Centre sont axées sur les domaines suivants : recherche, développement et renforcement des capacités, institut de formation aux questions relatives à l'égalité des sexes, conseil, activités de plaidoyer et établissement de réseaux.

Les études et projets de recherche menés par le Centre ont été salués pour leur rigueur scientifique, ainsi que pour les recommandations politiques et les observations orientées vers l'action qu'ils contiennent. Actuellement, les recherches du Centre sont essentiellement centrées sur les domaines suivants : santé, égalité des sexes, violence à l'égard des femmes, environnement, éducation, gouvernance, participation politique, travail, industrie et commerce.

Développement

Les programmes de développement rural du Centre visent à assurer l'autosuffisance des femmes rurales, grâce à des formations qualifiantes, à des activités rémunératrices et à des activités d'appui. Un des projets exécutés par le Centre est un programme éducatif axé sur l'éducation des filles rurales, qui leur donne accès à l'enseignement primaire gratuit et les encourage à faire des études supérieures.

Centres de conseil pour femmes en détresse

Ces centres, situés dans différents lieux, ont pour principal objectif de fournir des conseils et une assistance juridique aux femmes victimes de la violence familiale et de les réhabiliter. Ils leur donnent la parole, les guident, les encouragent et les poussent à atteindre des buts personnels et à s'épanouir, en leur donnant les moyens de résoudre leurs problèmes relationnels.

Institut de formation aux questions relatives à l'égalité des sexes

Dans le cadre de ses activités de promotion de l'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, le Centre a créé l'Institut de formation aux questions relatives à l'égalité des sexes, qui ne cesse d'œuvrer en faveur de l'élimination des divers préjugés sexistes. En 2003, le Centre a marqué un tournant en étendant ses activités à 236 programmes et 7 884 participants.

Principales réalisations en 2000

1. Ouverture, à Delhi, dans la zone de Yamuna Pushta (plus grand bidonville de Delhi) du quatrième Centre de conseil de l'organisation.
2. Participation à deux projets de recherche sur le renforcement des liens entre gouvernement et citoyens dans les organes municipaux des districts de Jaipur, Udiapur et Jodhpur de l'État du Rajasthan.

Principales réalisations en 2001

1. Achèvement du projet de recherche sur le renforcement des liens entre gouvernement et citoyens en vue d'une gouvernance globale, qui a ensuite été mis en œuvre dans les districts de Jaipur et Jodhpur de l'État du Rajasthan. Une formation de deux jours a également été organisée, les 9 et 10 août 2001, à l'intention des conseillers de Jodhpur.

Principales réalisations en 2002

1. Achèvement d'un projet de recherche sur le thème « Violence domestique : étude de cas menée dans certaines zones de la capitale indienne ».
2. Projet de recherche – Égalité des sexes et politiques d'ajustement : incidence des politiques d'ajustement structurel sur les femmes employées dans le secteur de la fibre de coco au Kerala.
3. Évaluation de la campagne de vaccination antipoliomyélitique lancée par le programme national de surveillance de la polio au nom du Gouvernement d'Uttar Pradesh et financé par l'Organisation mondiale de la santé.
4. Séminaire régional (région sud) sur la Politique nationale d'autonomisation des femmes, axé sur les femmes et le secteur politique.

Principales réalisations en 2003

1. Publication d'un rapport sur les femmes dans les industries textile et alimentaire, suivie de plusieurs conférences sur l'incidence de l'action menée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les conditions de vie des femmes en Inde. Le Centre a également fait pression, avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), pour que les questions relatives à l'égalité des sexes soient prises en considération lors des négociations commerciales de l'OMC.
2. Élaboration d'une carte de la violence à l'égard des femmes, diffusée auprès de tous les commissariats de police de la capitale. Cette carte contient toutes sortes de renseignements ayant trait à l'intervention et au soutien des victimes du viol et de la violence familiale – notamment la liste des organisations non gouvernementales, des cellules de lutte contre la criminalité à l'égard des femmes et des institutions médicales – ainsi que des informations juridiques.

3. Expansion du projet d'autonomisation des femmes intitulé « Vers l'autonomisation des femmes », qui vise à servir les intérêts des femmes et à renforcer leurs capacités ainsi que leur maîtrise des ressources.
4. Lancement d'une campagne d'information sur le sida à l'intention des adolescents des quatre grands bidonvilles de Delhi.
5. Parrainage par UNIFEM d'une étude sur l'incidence de l'action de l'OMC sur les conditions de vie des femmes en Inde, achevée en juin 2003. UNIFEM a également examiné la souplesse des accords de l'OMC et les incidences de la suppression des barrières commerciales sur les conditions de vie des femmes.
6. Étude d'évaluation de l'utilisation de matériel d'assainissement et de crématoriums à faible coût dans le cadre du Plan d'action de Yamuna.
7. Commande par l'Organisation mondiale de la santé d'une étude d'évaluation de l'utilisation des outils d'information, d'éducation et de communication dans le cadre de la campagne de vaccination antipoliomyélitique, dans les districts de Muradabad et Rampur de l'État d'Uttar Pradesh.
8. Initiative en faveur du Programme d'autonomisation des femmes visant à promouvoir les droits sociaux, politiques et économiques des femmes au niveau local et dans l'ensemble de la société.
9. Sessions de formation, approuvées par UNIFEM, organisées en collaboration avec les écoles de police, afin de sensibiliser les élèves aux questions relatives à l'égalité des sexes. Le but était d'aider les fonctionnaires de police à mieux connaître et protéger les droits fondamentaux des femmes.
10. Lancement, en mai 2003, d'un projet parrainé par UNIFEM sur l'élaboration d'un annuaire et d'une carte recensant les services de soutien disponibles pour lutter contre la violence à l'égard des femmes dans l'État d'Uttar Pradesh. L'objectif était de créer un répertoire détaillé des services de soutien accessibles aux femmes.

2. Institut d'études sociales

L'Institut d'études sociales se consacre à des recherches et des programmes d'action en faveur de la justice sociale et de l'équité pour les populations défavorisées, en particulier les femmes. Il collabore avec les organisations non gouvernementales, les militants et les chercheurs, en Inde et à l'étranger, dans le cadre de ses travaux de recherche. Les activités de l'Institut visent à promouvoir les connaissances et pratiques propices à la pleine application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, du Programme d'action de Beijing et du texte issu de Beijing +5. Les résultats des recherches sont largement diffusés et donnent lieu à des recommandations politiques. De plus, par l'intermédiaire du programme de sensibilisation qu'il mène auprès des groupes de bidonvilles situés à l'est de Delhi, l'Institut s'efforce d'améliorer concrètement les conditions de vie des femmes pauvres, de les rendre autonomes et de provoquer des changements systématiques.

Participation à des activités ayant trait à l'ONU (2000-2003)**2003**

- Décembre : participation à une retraite organisée conjointement, à Goa, par le Human Development Resource Centre (centre de ressources pour le développement humain), le bureau de pays du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Inde et la Commission de planification du Gouvernement indien, sur le thème « Examen critique des rapports sur le développement humain présentés par les États »;
- Novembre : participation au Sommet sur la pauvreté des femmes, organisé par Women's Political Watch et le PNUD. Participation à une session sur les perspectives relatives à la pauvreté des femmes dans les rapports sur le développement humain présentés par les États et présentation d'un document intitulé « The Politics of Measurement: HDR Values », sur les politiques relatives aux indicateurs de succès et les rapports sur le développement humain;
- Mai : consultation nationale sur l'« Evergreen Revolution », fondée sur les conclusions du rapport de 2002 sur le développement humain en Asie du Sud et l'agriculture et le développement, dans le cadre de l'initiative régionale (Asie-Pacifique) sur les rapports sur le développement humain du centre de ressources pour le développement humain du PNUD à New Delhi. Présentation d'un rapport intitulé « Envisioning a gendered subcontinental Political Economy for South Asia – the Haq Centres potential », évoquant une politique économique sous-continentale soucieuse de l'égalité entre les sexes en Asie du Sud et le potentiel des centres Haq;
- Colloque sur la politique démographique, le développement et les droits de l'homme, organisé par la Commission nationale des droits de l'homme à New Delhi, les 9 et 10 janvier 2003. Présentation d'un document sur les leçons à tirer de l'évolution de la population en Inde;
- 19 décembre : séminaire sur la pauvreté et l'environnement organisé à New Delhi par le PNUD;
- 3 novembre : symposium sur le commerce, la mondialisation et l'égalité des sexes, organisé à New Delhi par la CNUCED et UNIFEM;
- Réunions avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et le Réseau régional informel ONU-ONG, organisées par UNIFEM et l'AIWEFA (All India Women's Education Fund Association), le 23 octobre 2003 à New Delhi;
- Participation au débat sur la prise en compte des questions relatives à l'égalité des sexes dans l'établissement des budgets, organisé par UNIFEM le 14 février 2003 à New Delhi;
- Étude commandée par l'Organisation internationale du Travail intitulée « *Decent Employment for Women – Learnings and recommendations from the pilot project* » (Des conditions d'emploi décentes pour les femmes : enseignements et recommandations issus du projet pilote), New Delhi, 2003. Disponible en tant que rapport non publié.

2002

- Retraite du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) sur la population et la pauvreté à Princeton (New York, États-Unis) du 30 septembre au 2 octobre 2002. Élaboration d'un document intitulé « *Enabling Reduction of Poverty and Inequality in South Asia* » (Favoriser la réduction de la pauvreté et des inégalités en Asie du Sud), utilisé dans le cadre du programme de recherche du FNUAP sur l'élimination de la pauvreté;
- Invitation à participer au Groupe d'experts de la Conférence mondiale des Nations Unies sur le Sommet mondial pour le développement durable, 10 ans après la Conférence de Rio, qui a eu lieu à Johannesburg en août 2002. Le Groupe d'experts intitulé « Population et développement durable : santé en matière de procréation et égalité des sexes dans le cadre de la réduction de la pauvreté ». Il était convoqué par le FNUAP;
- Participation à la conférence sur l'ONU et l'Asie du Sud, tenue les 27 et 28 mai 2002 à Tokyo et organisée par l'Université des Nations Unies, en collaboration avec les organismes des Nations Unies et les ambassades d'Asie du Sud au Japon;
- Mai : Participation à la conférence sur une nouvelle conception de l'égalité des sexes, de la démocratie et du développement, parrainée par UNIFEM en collaboration avec l'Université, à l'Université Ferrara & Modena (Italie), et élaboration d'un rapport sur la mondialisation et la localisation et la négociation d'un espace féministe;
- Participation à une table ronde sur les perspectives féministes dans les politiques étrangères des États-Unis et de l'Union européenne au Council of Foreign Relations, à New York le 8 mars 2002;
- Atelier consacré au contrôle et à l'évaluation de la pauvreté en Inde, organisé les 11 et 12 janvier 2002, à New Delhi, par la Banque mondiale;
- Élaboration d'un rapport pour la Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement (2002), en collaboration avec la Banque de réserve de l'Inde et UNIFEM, intitulé « *Financing for District Development* » (Financement du développement à l'échelle du district);
- Atelier d'orientation à l'intention des partenaires d'UNIFEM sur l'égalité des sexes et le VIH/sida, organisé par UNIFEM, à New Delhi, le 19 juillet 2002;
- Réunion du Groupe d'experts sur les questions et politiques relatives au développement, organisée par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, les 2 et 3 décembre 2002 à Bangkok.

2001

- Participation à la table ronde visant à permettre aux femmes d'accéder aux centres de décision en Afghanistan, organisée par UNIFEM à Bruxelles en décembre 2001 et rédaction d'une note sur les mesures permettant aux femmes de faire passer l'Afghanistan du stade de la destruction au statut de grande nation;

- Participation aux consultations organisées par UNIFEM sur la budgétisation axée sur l'égalité des sexes, tenues à Bruxelles, en collaboration avec le Gouvernement belge, les 16 et 17 octobre 2001;
- Discours sur les droits des femmes et des enfants dans le contexte de la mondialisation, prononcé lors de la table ronde sur la construction de passerelles vers l'égalité et la mobilisation des énergies en faveur des droits fondamentaux des enfants et des femmes, organisée par UNIFEM et la Société internationale pour le développement, tenue à New York (États-Unis), les 14 et 15 juin 2001. Élaboration d'un rapport sur la nouvelle politique démographique de l'Inde, présenté au niveau régional, puis au niveau national, en collaboration avec le FNUAP;
- Colloque national sur la politique démographique, organisé les 20 et 21 avril 2001 à New Delhi par la Fondation Singamma Sreenivasan et l'Université de Delhi, présentation d'un document sur les politiques démographiques passées et présentes et sur certains problèmes d'actualité;
- Qualité de membre du comité de haut niveau, composé de trois membres, chargé d'examiner l'état d'avancement de la réforme du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement mise en œuvre par le Secrétaire général de l'ONU. Un rapport sur l'évaluation externe du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement a été publié en 2001;
- Session de réflexion pour la mise au point d'une stratégie politique de l'ONU en faveur de la prévention et du traitement du VIH/sida en Asie du Sud, organisée par UNIFEM, le 15 janvier 2001 à New Delhi.

2000

- Conférence du Millénaire sur la population, le développement et l'environnement, organisée du 14 au 16 février 2000, à New Delhi, par l'Indian Association for the Study of Population et le FNUAP;
- 2000 à 2003 : participation à d'autres conférences, études et ateliers sur les droits de l'homme, consacrés aux thèmes suivants : égalité des sexes et VIH/sida; budgétisation axée sur l'égalité des sexes; accès des femmes à des emplois de qualité; rapports sur le développement humain présentés par les États; mondialisation; gouvernance; ainsi que d'autres questions ayant trait aux activités de l'ONU;
- Participation à un séminaire sur les femmes et le Panchayati Raj, organisé par le Département des sciences politiques de l'Université d'Hyderabad et le bureau de l'UNICEF à Hyderabad, du 29 au 31 mars 2000 à Hyderabad;
- Les dimensions sexospécifiques du VIH/sida, UNIFEM, 10 et 11 janvier 2000, New Delhi.

Autres études, projets et activités auxquels a participé l'Institut d'études sociales de 2000 à 2003

- Atelier régional, parrainé par UNIFEM, pour le renforcement des connaissances et des capacités entre les organisations et groupes de femmes de la région Nord travaillant au niveau local;

- Approche culturelle de la prévention et du traitement du VIH/sida : manuel à l'intention de l'Inde, initiative parrainée par l'UNESCO;
- Publications : *Living Under a Shadow: Gender & HIV/AIDS in Delhi* (Vivre dans l'ombre : égalité des sexes et VIH/sida à Delhi), ouvrage qui pourrait être utile aux chercheurs, aux personnes chargées d'exécuter les programmes et aux décideurs;
- Étude : analyse du budget sous l'angle du problème de l'égalité des sexes, accordant une attention particulière à la politique alimentaire de Delhi et à la politique sanitaire de l'État d'Himachal Pradesh, étude parrainée par UNIFEM;
- Étude : complément d'information sur la section du rapport sur le développement humain présenté par l'État d'Himachal Pradesh consacrée à la santé, étude parrainée par le PNUD.

3. Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille

Statut consultatif spécial accordé en 1952

L'objectif de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille consiste à promouvoir et encourager la mise en place de systèmes judiciaires de la famille et de la jeunesse qui respectent les principes universels de la dignité de l'être humain et les droits fondamentaux des enfants et des familles. En résumé, les principaux buts de l'Association sont de créer des liens entre les juges, les magistrats et les spécialistes du monde entier qui sont rattachés à une autorité judiciaire dans le domaine de la protection de la jeunesse et de la famille; d'analyser la législation visant à protéger la jeunesse et la famille et d'étudier, sur le plan international, le fonctionnement des autorités et organes judiciaires dans ce domaine et les problèmes rencontrés; d'assurer le respect continu des principes nationaux et internationaux qui régissent ces autorités et de les faire mieux connaître.

Membres

Les membres de l'Association sont originaires de 83 pays représentant les cinq continents. Le nombre total de membres s'élève à 537 particuliers et 17 associations nationales. Ces dernières représentent les pays suivants : Allemagne, Angleterre, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, États-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Liban, Mexique, Pays-Bas, Suisse et Tunisie. Les associations nationales sont inscrites en tant qu'entités uniques et ne sont pas tenues de fournir la liste de leurs membres.

Coopération avec les organes et organismes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées

On ne peut donner ici qu'un bref aperçu général des activités menées par l'Association. L'Association a nommé des représentants auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne, Genève et New York ainsi qu'auprès de Conseil de l'Europe à Strasbourg et à La Haye. Ces membres représentent l'Association aux réunions, séminaires et colloques pertinents. L'Association était représentée à la

Réunion du Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'application des normes et des règles des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale tenue à Vienne. Elle a participé au projet de l'UNICEF exécuté à Genève et New York en vue de créer des indicateurs sur la justice pour mineurs. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'UNICEF dans le cadre d'un projet en faveur de la création, au Malawi, de tribunaux adaptés aux enfants. L'Association a coopéré avec ses homologues sud-africaines en vue de rédiger un recueil des meilleures pratiques en matière de justice pour mineurs en Afrique. Un des membres de l'Association a mené une étude comparative de la Convention relative aux droits de l'enfant, de la Charia et des lois tribales afghanes, sous les auspices de l'UNICEF, ainsi qu'une évaluation d'un projet d'une durée de trois ans sur la justice pour mineurs en Lituanie. L'Association a encouragé la mise en place de systèmes de justice pour mineurs harmonisés à l'échelle mondiale et ses membres ont travaillé avec divers professionnels de la justice, notamment des juges, des procureurs, des fonctionnaires de police et des travailleurs sociaux. Des membres ont organisé ou facilité la tenue de sessions de formation sur la justice pour mineurs ou ont participé à des missions d'établissement des faits dans les pays suivants : Allemagne, Australie, Bangladesh, Bosnie, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cameroun, Colombie, Estonie, France, Guinée, Hongrie, Iran, Iraq, Kazakhstan, Kosovo (Serbie-et-Monténégro), Liban, Lituanie, Macédoine, Maroc, Mauritanie, Moldova, Myanmar, Ouzbékistan, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Sénégal, Tadjikistan, Turquie, Uruguay et Viet Nam.

Parrainage de réunions et séminaires

L'Association a pris part à de nombreux séminaires et conférences. Il n'est pas possible de citer ici le titre de toutes ces conférences, mais elles visaient toutes à promouvoir, protéger et défendre les droits des enfants, qu'ils soient délinquants ou victimes. On trouvera ci-dessous les dates et lieux des conférences et réunions en question, des informations complémentaires sont disponibles sur demande.

Mars 2000 : Kosovo (Serbie-et-Monténégro), Afrique du Sud; avril : Kosovo (Serbie-et-Monténégro); septembre : Singapour; octobre : Sion (Suisse).

Juin 2001 : Greifswald (Allemagne); juillet : Monterrey (Mexique); septembre : Bruxelles et Bath (Royaume-Uni); octobre : Belfast (Royaume-Uni) et Sion (Suisse); novembre : Myanmar et Yaoundé; décembre : Japon.

Mai 2002 : session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, Siège de l'ONU, New York (États-Unis); juillet : Myanmar et Boston (Massachusetts, États-Unis), octobre : Congrès mondial de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille, Melbourne (Australie).

Mars 2003 : Ouagadougou; avril : Le Cap (Afrique du Sud); juillet : San Antonio (Texas, États-Unis); août : La Plata (Argentine), Mendoza (Argentine), Tongoy (Chili) et Varsovie; septembre : Fribourg (Suisse); octobre : Édimbourg (Royaume-Uni) et Sion (Suisse).

4. Mukono Multi-purpose Youth Organization

Mukono Multi-purpose Youth Organization est une organisation non gouvernementale et non partisane, dont les activités ont pour objectif de promouvoir les droits et le bien-être des jeunes, notamment dans les zones rurales. Elle participe à de nombreuses activités dans ce domaine, notamment les suivantes : plaider en faveur d'un meilleur accès à l'enseignement scolaire et extrascolaire; formation qualifiante et apprentissage visant à permettre aux jeunes d'acquérir diverses compétences; promotion de la sécurité alimentaire, par l'intermédiaire de l'agriculture durable, en vue d'augmenter la productivité dans le secteur des denrées alimentaires, aussi bien pour répondre aux besoins de consommation élémentaires, que pour générer des revenus grâce à la vente; mobilisation des jeunes et des adultes pour sensibiliser l'opinion au VIH/sida et promouvoir les services d'accompagnement psychologique et de dépistage; promotion de l'utilisation et de la gestion durables des ressources écologiques, grâce à l'éducation et à la sensibilisation, au boisement et au reboisement, et à la gestion rationnelle des déchets. Ces activités sont menées dans le district de Mukono (Ouganda), avec la participation active des membres de l'organisation. Cette dernière a un bureau à Naggalama (district de Mukono), qui emploie à la fois du personnel permanent et du personnel temporaire; financièrement, elle dépend essentiellement des contributions de ses membres, aussi bien en espèces qu'en nature. Elle n'a reçu aucun appui extérieur significatif, si ce n'est le versement de 1 548 800 shillings ougandais (785 dollars des États-Unis) par le Département des services de santé du district de Mukono, dans le cadre d'un projet de contrôle du sida, pour le lancement d'activités de lutte contre le VIH/sida dans quatre sous-districts. L'organisation est membre de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies et de Netaid, réseau de particuliers et d'organisations déterminés à réduire la misère dans le monde entier.

Résumé des activités d'appui aux travaux de l'ONU

De mai 2000 à décembre 2003, l'organisation a participé activement à diverses activités visant à promouvoir les buts et objectifs de l'ONU et à accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement :

Éducation

L'organisation appuie l'éducation des adultes, plus précisément l'alphabétisation fonctionnelle des adultes, pour permettre aux personnes sans instruction et aux jeunes qui ont abandonné l'école de jouer un rôle actif dans l'éducation de leurs enfants et d'exercer leurs droits et leurs responsabilités de citoyen. L'éducation est un des droits fondamentaux, elle est un des facteurs indispensables pour assurer le développement durable, la paix et la stabilité, ainsi que la participation effective des individus au développement social et économique. Pendant la période considérée, l'organisation est parvenue, malgré ses ressources limitées, à créer quatre centres supplémentaires d'alphabétisation des adultes dans le district de Mukono, ce qui porte à huit le nombre total de centres. Le programme porte sur l'alphabétisation de base, la nutrition, l'hygiène et l'assainissement dans les foyers, l'amélioration des pratiques agricoles, et les qualités d'entrepreneur et de

chef. Plus de 250 personnes, en particulier des femmes, ont bénéficié de ce programme.

VIH/sida

L'organisation a participé à diverses activités relatives au VIH/sida, notamment : promotion d'activités d'information, d'éducation et de communication adaptées aux adolescents, telles que l'éducation et la promotion relatives aux préservatifs, la mobilisation en faveur des services de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique et la formation des personnes vivant avec le VIH/sida ou touchées par cette maladie à des activités rémunératrices, afin de les soutenir psychologiquement. La Déclaration du Millénaire (2000) énumère un certain nombre d'objectifs importants ayant trait au VIH/sida, notamment l'arrêt de la propagation du VIH/sida et l'inversion de la tendance actuelle, d'ici à 2015. Les activités relatives au VIH/sida ont été menées dans les sous-districts de Kimenyedde, Nakisunga, Nabbale et Kasawo, qui dépendent du district de Mukono.

Extrême pauvreté

La Déclaration du Millénaire énonce divers objectifs importants en vue de réduire l'extrême pauvreté, notamment celui consistant à réduire de moitié la proportion de la population mondiale dont le revenu est inférieur à un dollar par jour. Les initiatives menées par l'organisation aux fins de la réalisation de cet objectif étaient essentiellement axées sur les points suivants :

- Autonomisation des jeunes, grâce à l'enseignement orienté vers l'entreprise, à la formation sur la dynamique de groupe et l'aptitude à diriger et à une approche participative de la planification;
- Promotion de la sécurité alimentaire, grâce à l'amélioration des pratiques agricoles, en vue de permettre aux jeunes d'obtenir des revenus suffisants pour répondre à leurs besoins essentiels;
- Réponse aux besoins des groupes défavorisés, notamment les orphelins et les personnes vivant avec le VIH/sida ou touchées par ce fléau.

Activités d'information

En 2001, l'organisation a inauguré un site Web destiné à diffuser – auprès de ses partenaires et des autres parties prenantes, notamment l'ONU – des informations relatives à ses activités. Le site contient également des liens vers d'autres organisations et ressources fondées sur le Web ayant trait aux activités de l'ONU. Le site, hébergé sur le serveur Kabissa, est tenu à jour par un volontaire.

Défis à relever

Si les initiatives entreprises ont donné des résultats satisfaisants, peu de personnes en ont bénéficié du fait de la pénurie de ressources. Il faut donc allouer davantage de ressources aux communautés pauvres et assurer leur autonomie, notamment dans les zones rurales, afin d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Réunions et conférences de l'ONU

L'organisation s'est intéressée et a été invitée à participer à un certain nombre de conférences de l'ONU et à leurs comités préparatoires, mais n'a pas pu y assister, faute de disposer des moyens financiers nécessaires. Les efforts déployés pour obtenir l'aide des organisateurs et d'autres sources n'ont pas abouti. Les invitations reçues indiquaient clairement que les dépenses de voyage et de subsistance étaient à la charge des participants, qui devaient également s'occuper des visas. Parmi les conférences auxquelles l'organisation a été invitée figuraient : le Sommet mondial sur la société de l'information, tenu du 10 au 12 décembre 2003 à Genève; le Sommet mondial pour le développement durable, tenu du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg, la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, tenue du 8 au 10 mai 2002 à New York (États-Unis) et la quarante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 5 au 16 mars 2001 à New York.

Autres activités connexes

1. En 2002, l'organisation a participé à une étude menée par la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, visant à définir le rôle des organisations de la société civile dans l'application des principes énoncés dans la Déclaration du Millénaire (2000).
2. En 2003, l'organisation a contribué au questionnaire élaboré par le Groupe de personnalités éminentes sur les relations entre l'ONU et la société civile créé par le Secrétaire général. Le Groupe avait pour mission d'établir des liens entre les différentes expériences ayant trait aux relations entre l'ONU et les acteurs de la société civile, le secteur privé et les parlementaires, en vue de faire des recommandations pratiques au Secrétaire général sur les améliorations envisageables.

5. Peaceways – Young General Assembly

Statut consultatif spécial octroyé en 2000

Peaceways – Young General Assembly est une organisation internationale à but non lucratif créée par des jeunes du monde entier âgés, pour la plupart, de moins de 18 ans. Un comité exécutif, dont les membres ont moins de 18 ans, fixe les orientations et élabore les projets. Les décisions financières et juridiques sont prises par des adultes plus âgés. Peaceways est composée d'organisations membres qui sont tenues de présenter un rapport annuel, et qui doivent également autoriser les jeunes de moins de 18 ans à prendre des décisions au sein de Peaceways. Celle-ci s'efforce d'être le porte-parole des moins de 18 ans sur la scène internationale et de promouvoir, avec le concours des enfants, la réalisation des objectifs des Nations Unies. Elle remplit sa mission en portant à la connaissance des jeunes du monde entier les propositions de projet établies à son assemblée générale annuelle pour qu'ils puissent réaliser au niveau local les objectifs susmentionnés. Chaque fois qu'elle dispose des fonds nécessaires, Peaceways envoie des représentants à l'ONU et aux conférences internationales, de même qu'elle établit des rapports sur la façon dont les jeunes peuvent promouvoir les objectifs des Nations Unies. En outre, le secrétariat de Peaceways – Young General Assembly envoie aux organisations

membres des bulletins d'information, par voie électronique, ainsi que des dossiers pédagogiques, par courrier, pour les sensibiliser aux activités et aux documents de l'ONU, à celles des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies qui touchent directement les jeunes et aux activités et manifestations menées par d'autres ONG pour appuyer les travaux de l'Organisation des Nations Unies. En 2003, Peaceways comptait 96 organisations membres dans 55 pays, dont quelque 2,5 millions de jeunes.

2000

1. En janvier 2000, l'UNESCO a inscrit la première assemblée générale de Peaceways – Young General Assembly au programme de l'Année internationale de la culture de la paix. La charte de l'organisation a été élaborée lors d'une conférence en ligne qui s'est tenue du 5 janvier au 18 mars.
2. Deux représentants âgés de 17 ans ont assisté au Forum du Millénaire, qui s'est tenu du 22 au 26 mai. Ils ont participé aux travaux du groupe spécial de travail chargé de réaliser une étude préparatoire à l'élaboration d'une déclaration internationale sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, ainsi qu'à ceux du Groupe de jeunesse.
3. À la première assemblée générale de l'organisation, qui s'est tenue en Californie du 21 au 30 juillet, la charte est entrée en vigueur à l'issue du vote qui l'a consacrée, et une déclaration a été rédigée pour le Sommet du Millénaire des Nations Unies.
4. Deux représentants de moins de 18 ans ont assisté à la cinquante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui s'est tenue du 28 au 30 août, et ont animé la manifestation parallèle intitulée « NGO Participation Furthers the Work of the United Nations » (La participation des organisations non gouvernementales contribue à l'avancement des travaux de l'ONU).
5. Deux représentants de moins de 18 ans ont assisté au Sommet du Millénaire, qui s'est tenu du 6 au 8 septembre. Ils ont remis aux participants un exemplaire du document intitulé « Young General Assembly Statement to the Millennium Forum » (Déclaration de Young General Assembly à l'intention des participants au Sommet du Millénaire).
6. Le 19 septembre, l'organisation s'est jointe à la célébration annuelle à l'échelle mondiale de la journée de la paix intitulée « Hear the Children Day of Peace ».
7. Un représentant de moins de 18 ans a assisté à la conférence sur la promotion de la participation des adolescents, organisée à Londres du 30 septembre au 4 octobre par l'UNICEF et Save the Children. Les propos échangés par les enfants ont servi de support à un rapport de l'UNICEF intitulé « Promoting Strategic Adolescent Participation » (Promouvoir la participation stratégique des adolescents).

2001

1. Trois représentants de moins de 18 ans ont assisté à la deuxième session de fond du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, qui s'est tenue du 25 janvier au 3 février. Ils ont animé la manifestation parallèle intitulée « Evaluating the Participation of Children » (Évaluer la participation des enfants), qui a abouti à l'élaboration d'un questionnaire de 50 questions grâce auquel les ONG peuvent évaluer les modes de participation des enfants afin que les objectifs de chacune de ces organisations soient mieux réalisés.
2. Un représentant de l'Organisation des femmes et des enfants du Bhoutan, organisation membre de Peaceways – Young General Assembly exilée au Népal, est intervenu à la dix-septième session du Groupe de travail sur les minorités (Commission des droits de l'homme, ONU), qui s'est tenue le 14 mai.
3. Trois représentants de moins de 18 ans ont assisté à la troisième session de fond du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, qui s'est tenue du 8 au 15 juin. Ils ont animé la manifestation parallèle intitulée « Bringing the Global Movement for Children Alive » (Concrétiser le Mouvement mondial en faveur des enfants).
4. La deuxième assemblée générale annuelle de Peaceways – Young General Assembly, qui s'est tenue du 27 juillet au 4 août au Swaziland, a abouti à la publication d'une brochure regroupant 30 propositions de projet et à l'élaboration de deux déclarations, l'une pour le quatrième Forum mondial du système des Nations Unies pour la jeunesse, l'autre pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants.
5. Trois représentants de moins de 18 ans ont assisté à la cinquante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui s'est tenue le 10 septembre, et ont animé la manifestation parallèle intitulée « Partnering with Young Volunteers » (Collaborer avec de jeunes volontaires).
6. Le 18 septembre, l'organisation s'est jointe à la célébration annuelle à l'échelle mondiale de la journée de la paix intitulée « Hear the Children ».
7. Le trophée EARTH Contest a été ouvert aux candidatures du 1^{er} octobre au 1^{er} juin 2002. Des prix ont été décernés aux meilleurs projets de défense de l'environnement.

2002

1. En octobre, Peaceways – Young General Assembly s'est vu octroyer le statut consultatif auprès de l'UNICEF.
2. Trois représentants ont assisté à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, qui s'est tenue du 2 au 10 mai. Ils ont animé la manifestation parallèle intitulée « Designing Successful Projects

Involving Child Participation » (Concevoir des projets fructueux bénéficiant du concours des enfants).

3. À l'issue de la troisième assemblée générale annuelle de l'organisation, qui s'est tenue sur Internet du 8 juillet au 8 août, une brochure a été publiée, comportant 40 propositions de projet qui visent à mettre en œuvre la résolution intitulée « Un monde digne des enfants », l'initiative « Oui à l'enfance » et la proposition intitulée « A Children's Proposal to Decision-Makers at the World Summit on Sustainable Development » (Proposition adressée aux décideurs par les enfants lors du Sommet mondial pour le développement durable).
4. Quatre représentants de moins de 18 ans ont assisté au Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenu à Johannesburg du 26 au 31 août. Ils ont animé la manifestation intitulée « Children: Vital Partners in Globalization and the Preservation of the Earth » (Les enfants : partenaires indispensables en matière de mondialisation et de protection de la Terre).
5. Le 16 septembre, l'organisation s'est jointe à la célébration annuelle à l'échelle mondiale de la journée de la paix intitulée « Hear the Children ».

2003

1. La quatrième assemblée générale annuelle de l'organisation, qui s'est tenue en Roumanie du 5 au 16 août, a abouti à l'élaboration d'un plan d'action mondial devant permettre aux jeunes du monde de créer des projets d'application de la résolution intitulée « Un monde digne des enfants ».
2. Trois représentants ont assisté à la cinquante-sixième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui s'est tenue du 8 au 10 septembre, et ont animé la manifestation intitulée « The Next Generation Speaks Out: Young People on Fulfilling the Promise of the United Nations » (La génération future s'exprime : les jeunes et la réalisation de la promesse des Nations Unies).
3. Le 21 septembre, l'organisation s'est jointe à la célébration annuelle à l'échelle mondiale de la journée de la paix intitulée « Hear the Children ».
4. Une campagne de lettres en faveur de la trêve olympique a débuté le 1^{er} novembre afin que les enfants du monde puissent appuyer la résolution A/RES/58/6 dans laquelle l'Assemblée générale invite tous les États Membres de l'ONU à observer la trêve olympique.

6. Society of Catholic Medical Missionaries

Statut consultatif spécial octroyé en 2000

Présentation et objectifs

La Society of Catholic Medical Missionaries (également connue sous le nom de Medical Mission Sisters) est membre d'une organisation internationale au sein de laquelle 24 nationalités sont représentées. Les membres sont répartis dans 19 pays sur cinq continents. Ils s'engagent à promouvoir la santé, la guérison et l'intégrité physique en concevant de façon globale des projets locaux de médecine préventive et de développement, complétés par des programmes d'action sanitaire.

Luttant pour l'équité indispensable à la bonne santé de tous les êtres humains, et par solidarité avec les pauvres et les opprimés, les membres de la Society of Catholic Medical Missionaries prennent part à des travaux divers, qu'ils soient menés par les populations locales ou par des organes de décision. Ils collaborent avec des personnes animées du même esprit pour faciliter l'accès aux produits et aux services de base, et pour aider les particuliers et les groupes, surtout les femmes, à exploiter pleinement leurs capacités. L'organisation encourage les initiatives individuelles et collectives destinées à consolider la société civile; elle s'efforce en outre de promouvoir la justice et d'instaurer des changements d'ensemble, de favoriser le développement durable, et de respecter ou de rétablir l'intégrité des écosystèmes de la planète. Forte de ses connaissances spécifiques et de son expérience du terrain, elle a décidé de privilégier, parmi les domaines qui intéressent le Conseil économique et social, les suivants : financement du développement, développement durable, condition de la femme et développement social. Elle a à cet effet nommé cinq représentants à l'ONU : deux pour New York, deux pour Genève et un pour Addis-Abeba.

Contribution aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et participation aux autres grandes conférences des Nations Unies

2000 – L'organisation a été accréditée en octobre.

Activités en 2001

La Society of Catholic Medical Missionaries a participé activement à la quarante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue du 6 au 16 mars, à la neuvième session de la Commission du développement durable, qui s'est tenue du 16 au 27 avril, à la première session du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenue du 30 avril au 2 mai, à la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue du 2 au 8 mai, et à la reprise de la quarante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, les 9 et 10 mai. Elle a aussi participé à la troisième session du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, qui s'est tenue du 11 au 15 juin, et elle a pris part à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au VIH/sida, qui s'est tenue du 25 au 27 juin. La documentation et les informations reçues dans le cadre de la participation à cette dernière ont été envoyées aux membres dont l'action en Afrique

et en Asie s'inscrit dans la lutte contre le VIH/sida. La Society of Catholic Medical Missionaries a également assisté à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui s'est déroulée du 27 août au 7 septembre, ainsi qu'à la reprise de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue du 15 au 19 octobre. Une intervention orale sur la dette a été faite à cette occasion. La Society of Catholic Medical Missionaries a participé à une réunion d'experts organisée par la Division de la promotion de la femme sur le thème « Renforcement du pouvoir d'action des femmes tout au long de leur vie : une stratégie de changement pour éliminer la pauvreté », qui s'est tenue à New Delhi du 26 au 29 novembre. Elle collabore activement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Activités en 2002

La Society of Catholic Medical Missionaries a participé à la quatrième session du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue du 14 au 25 janvier, à la deuxième session du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenue du 28 janvier au 8 février, et à la quarantième session de la Commission du développement social, qui s'est tenue du 11 au 21 février.

Le 13 février, une intervention orale sur la dette, l'égalité des sexes et la réduction de la pauvreté a été faite devant la Commission du développement social. À la Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est déroulée à Monterrey (Mexique) du 18 au 22 mars, l'organisation a mis l'accent sur la question de la dette internationale. Elle a également participé à la troisième session du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenue du 25 mars au 5 avril, à la quarante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue du 4 au 15 mars, à la Réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, qui s'est tenue le 22 avril à l'invitation du Conseil économique et social, et au débat de haut niveau de ce dernier, dans le cadre du Forum d'ONG qui s'est tenu le 14 juin. Elle a pris une part active au Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est déroulé à Johannesburg (Afrique du Sud) du 26 août au 4 septembre. Les informations et les connaissances acquises en participant aux sessions de la Commission de la condition de la femme et aux réunions du grand groupe des femmes de la Commission du développement durable ont été exploitées par les membres de l'organisation pour renforcer les capacités des femmes dans les mouvements communautaires de base, dans les programmes d'entraide et dans d'autres activités liées à leur santé et à celle des enfants.

Activités en 2003

La Society of Catholic Medical Missionaries a prêté une attention particulière aux travaux de la quarante et unième session de la Commission du développement social, qui s'est tenue du 10 au 21 février. Le 13 février, une intervention orale a été faite sur la création de partenariats en faveur du développement social. L'organisation a également participé à la quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue du 3 au 14 mars, à la onzième session de la Commission du développement durable, qui s'est tenue du 28 avril au 9 mai, à la réunion préparatoire du débat de haut niveau du Conseil

économique et social, qui s'est tenue le 30 avril, et à la Conférence internationale sur la tolérance zéro des mutilations génitales féminines, qui s'est déroulée à Addis-Abeba (Éthiopie). En tant qu'ONG membre du Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants, l'organisation a mené une campagne active pour l'adoption du protocole devant servir de support à la défense des droits des femmes africaines au niveau international. Dans le cadre du suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement, elle a assisté à la réunion d'information spéciale sur le rapport du Secrétaire général relatif à la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, qui s'est tenue le 30 septembre, et à la table ronde organisée par la Deuxième Commission sur le thème de la coopération internationale en matière fiscale. Elle a également pris part au Dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement du développement et aux manifestations connexes, qui se sont tenus du 27 au 30 octobre. La participation aux travaux sur le financement du développement a permis à l'ensemble des membres d'œuvrer sans relâche pour l'allègement de la dette et de défendre, à différents niveaux, l'accroissement de l'aide publique au développement, actuellement fixée à 0,7 % du produit national brut, afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Réponse aux questionnaires

La Society of Catholic Medical Missionaries a rempli deux questionnaires, dont l'un, émanant du secrétariat de la Commission du développement durable, portait sur le suivi du Sommet mondial pour le développement durable, et l'autre sur les relations entre l'ONU et la société civile; elle a également rempli un document, reçu du Conseil économique et social, dans lequel il lui était demandé de répondre à un questionnaire et de rédiger un récit d'expérience réussie et un résumé.

L'organisation a signé sept documents élaborés par des ONG à l'intention de l'ONU, dont cinq étaient considérés comme documents officiels de l'Organisation des Nations Unies. Par ailleurs, de nombreuses autres déclarations d'ONG ont été signées dans le cadre de la Commission du développement durable, de la Conférence internationale sur le financement du développement, de la Commission du développement social et de la Commission de la condition de la femme.

À cinq reprises, des représentants de la Society of Catholic Medical Missionaries à l'ONU ont organisé des causeries à l'intention de groupes extérieurs pour leur livrer des informations sur les Nations Unies et sur la Conférence internationale sur le financement du développement. Chaque année, deux visites sont organisées pour présenter l'ONU et ses travaux aux nouveaux membres. Des rapports oraux sur les grandes conférences des Nations Unies ont également été présentés aux membres dans les différentes régions.

Pendant la période considérée, la Society of Catholic Medical Missionaries a également participé aux conférences annuelles du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, et ses représentants sont membres actifs des Comités des organisations non gouvernementales pour le développement durable et du développement social, qui siègent à la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies, et du Sous-Comité des pratiques de réduction de la pauvreté. L'un des membres copréside l'organisation Earth Values Caucus, qui siège à la Commission du développement durable. Les textes issus du Sommet « Planète Terre » de Rio et du

Sommet mondial pour le développement durable ont aidé ses membres à mettre en place des centres pour l'intégrité de la Création dans différentes régions du monde où la planète Terre fait l'objet d'attentions. Le représentant de la Society of Catholic Medical Missionaries assiste aux réunions d'information du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales et transmet les éléments qui en sont issus au moyen de bulletins internes.

Documents, publications et programme d'information

Des articles sur les réunions des Nations Unies sont publiés dans les bulletins d'information internationaux et régionaux de la Society of Catholic Medical Missionaries. Les activités des Nations Unies sont abordées dans les publications suivantes :

Intercontinent : trois numéros ont traité de manifestations organisées par l'ONU, en particulier la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et le Sommet mondial pour le développement durable;

MMS and the UN : neuf articles sur des conférences des Nations Unies y ont été publiés;

Medical Mission Sisters News : deux numéros de cette revue ont traité de manifestations organisées par l'ONU;

Medische Missiezusters : un article sur l'eau y a été publié en néerlandais;

District Link : 12 articles sur des conférences des Nations Unies ont été publiés dans ce bulletin;

Hotline : des conférences des Nations Unies ont été annoncées puis couvertes dans 24 numéros;

Justice Jottings : trois numéros ont présenté des articles sur des manifestations organisées par l'ONU.

(Il est possible d'obtenir un exemplaire de chaque publication.)